

**ELLE EST DÉCÉDÉE MARDI À PARIS**

# Danielle Mitterrand, 87 ans de convictions et d'engagements

**Ses combats pour la liberté des peuples, la justice et les droits de l'Homme l'ont menée partout où ces principes étaient bafoués. Sur le Sahara occidental, où elle s'est souvent rendue pour apporter son soutien à la lutte du peuple sahraoui contre l'occupant marocain, ses positions ont évolué d'une solidarité sans réserve à la dénonciation «de crimes de guerres du Front Polisario». Ce paradoxe n'a pas toujours été compris.**

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Une femme de convictions vient de s'éteindre à l'âge de 87ans. Durant toute sa vie, Danielle Mitterrand, l'épouse de l'ancien président socialiste, s'est distinguée des premières dames de France qui l'ont précédées et succédé, en ce sens qu'elle n'a jamais joué le rôle de potiche que font jouer habituellement à leurs épouses de nombreux chefs d'Etat. Par sa liberté de ton et son engagement qui ont parfois été à contresens de la diplomatie officielle, y compris celle de son président de mari, elle a mené son combat dans la fondation «France Libertés» qu'elle a créée en 1986.

«La vie a voulu que je parcoure un long chemin dans le temps. Le destin m'a donné l'occasion de fouler de nombreux tapis rouges et de rencontrer les grands de ce monde. Mais il m'a surtout permis de côtoyer des populations de tous les continents, d'entendre les témoignages d'hommes et de femmes oubliés du

bonheur de vivre et accablés par la misère. Les tapis rouges des voyages présidentiels ne m'ont pas égarée, pas plus que les lustres ne m'ont éblouie. J'ai vu s'effondrer des dictatures, d'autres se constituer avec la protection et parfois l'encouragement des puissants de ce monde», c'est ainsi qu'elle parlait de son inlassable combat.

Dans son parcours de lutte pour les droits de l'Homme, elle dénonçait avec force l'esclavagisme et toutes ses formes nouvelles à travers le monde et soutiendra le peuple kurde, les tibétains, les Indiens du Chiapas... Elle suscite la polémique en se rendant à Cuba et en embrassant Fidel Castro sur le perron de l'Elysée lors de sa visite en France en 1995. Elle n'avait cure de ces réactions et poursuivait son chemin, pas toujours facile et pas toujours partagé. Il en est ainsi de son soutien à l'association SOS disparus. Son engagement et celui de sa fondation

auprès de cette association avaient fait réagir Farouk Ksentini, président de la Commission ad hoc en charge des disparus. SOS disparus, qui, selon lui, ne représente qu'elle-même, serait financée par la fondation France Libertés et qui plus est serait manipulée par l'Internationale socialiste. Ce soutien a été perçu par les officiels algériens comme une ingérence dans les affaires internes de l'Etat algérien. Danielle Mitterrand a toutefois été longtemps appréciée de ces mêmes autorités.

## Ses positions sur le Polisario et le Sahara occidental

C'était lorsqu'elle s'engagea résolument et fermement aux côtés du peuple sahraoui. Elle apporta à ce peuple un soutien sans faille : «Vingt-cinq ans après la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique, un peuple continue à vivre sous occupation ou en exil», écrivait-elle dans une tribune (*l'Humanité* du 2 mars 2001) et poursuivait plus loin : «Nous nous devions de rappeler que le peuple sahraoui s'est vu confisquer l'exercice de son droit par la volonté hégémonique de puissances régionales, dont au premier chef l'Espagne et le Maroc, avec l'assentiment tacite de leurs alliés. Il n'est

qu'à rappeler que le Maroc est un Etat associé à l'Union européenne par des accords économiques, notamment de pêche.» Sa tribune se termine par ce cri : «Quand le peuple sahraoui exercera-t-il son droit à l'autodétermination ? La réponse est déterminante pour tout l'avenir de la région. Et tant que cette question sera posée, un véritable échange entre les deux rives de la Méditerranée sera illusoire.»

Danielle Mitterrand a défendu cette position jusqu'à l'été 2003. A cette date et à la suite d'une mission de sa fondation en avril à Tindouf et du rapport qui s'en est suivi, France Libertés a décidé de suspendre son aide aux réfugiés sahraouis, et ce, à cause du «travail forcé» auquel seraient soumis les prisonniers marocains détenus par le Polisario. Ce dernier avait alors rétorqué en indiquant qu'il était faux de parler de travail forcé et que le Comité international de la Croix-Rouge, par exemple, «a toujours recommandé de faire travailler les prisonniers pour les maintenir en forme et les aider à supporter leur détention». Est-ce à dire que Danielle Mitterrand et sa fondation ont abandonné le soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui ? Assurément non, même si l'aide financière aux réfugiés n'était plus assurée. Pour preuve, cette intervention de la fondation, à la 10<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'Homme

(Genève mars 2009) et dans laquelle il a été déclaré à propos du Sahara occidental : «Du référendum que l'Espagne aurait dû organiser avant son retrait unilatéral du territoire, à l'avis consultatif négligé et oublié de la Cour internationale de justice de La Haye en passant par la non-application du plan de règlement de 1991, tout a conjuré pour mener ce pays à une situation d'occupation de facto, cause de violations graves des droits du peuple sahraoui.» Il est vrai qu'en même temps qu'elle arrêta son financement au Polisario, la fondation de Danielle Mitterrand précisait qu'elle «ne remettait pas en question son engagement en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui». Dans les nombreux hommages qui lui sont faits depuis l'annonce de son décès, deux sont à relever : celui de Nicolas Sarkozy qui a salué «le parcours exemplaire d'une femme qui n'abdiqua jamais ses valeurs et poursuivit jusqu'au bout de ses forces les combats qu'elle jugeait justes» et ce témoignage de Roland Dumas qui racontait que lors d'un voyage au Maroc qu'il faisait en tant que ministre des Affaires étrangères, Danielle Mitterrand, qui était du voyage, a failli créer un grand couac diplomatique en refusant de s'asseoir à la même table que Hassan II, le roi de l'époque.

K. B.-A.

## LA BELGIQUE ÉCHOUE À FORMER UN GOUVERNEMENT ET ENTRE EN ZONE DE REQUINS, DE MARCHÉS, DE PRÉDATEURS...

# Bruxelles dégradée, brûlera-t-elle ?

**Bruxelles, fleuron de la construction européenne, le nec plus ultra de l'UE, dégradée par les marchés, tombera-t-elle entre les mains des technocrates banquiers ?**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Sans gouvernement depuis un an et demi — record du monde ! —, le sort du pays est, encore une fois, depuis hier incertain. Le formateur, le socialiste francophone Elio Di Rupo, pressenti pour former l'exécutif a rendu le tablier. Il s'est rendu dans les Ardennes pour remettre sa démission au roi. Albert II, en convalescence, tient pour le moment la mis-

ve d'Elio en suspens. Combien de temps tiendra le souverain, le roi des Belges, l'ultime rempart avant l'évaporation du royaume. Pour autant, les marchés, sans états d'âme, attaquent la proie et peuvent dégrader la note du pays qui abrite l'essentiel des institutions européennes, celles de l'Otan et dont Bruxelles la capitale est le fleuron, le nec plus ultra de la construction européenne, de l'UE...

Les négociateurs au nombre de six (socialistes, libéraux et démocrates-chrétiens du Nord, néerlandophone, du Sud, francophone) ont échoué à trouver un accord sur le budget. Le VLD et le MR, droites de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles veulent détricoter la sécurité sociale, le système de santé et grignoter sur les allocations de chômage pour,

selon eux, «relancer la machine économique et encourager l'emploi».

Les socialistes et les centristes-chrétiens ne veulent pas que le remboursement de la dette et le poids de la crise soient supportés par les déjà défavorisés. Ils préconisent de lever plus d'impôts là où l'argent se trouve (grosses fortunes et couches supérieures), faire des économies d'énergie, taxer le nucléaire, les transactions financières...

Autour du formateur, un classique gauchedroite a donc tourné au vinaigre son fond de crise économique, de montée de l'extrême-droite, notamment en Flandre, et de repli identitaire. Les libéraux sentent, sans doute, le vent tourner en Europe en faveur du démantèlement de l'Etat providence, des pri-

vatisations, de la remise en cause des services publics et de l'allongement de la période active mettant la pression pour obtenir un maximum et réduire presque à néant le système de protection belge. Le socialiste francophone Di Rupo, fils d'immigrés siciliens, à la fibre sociale avérée et à l'écoute des chômeurs, des indignés, de la rue, n'a pas voulu aller au-delà du compromis belge raisonnable. Il a remis le sort de la nation entre les mains du roi. Pour la troisième fois en une année.

Hier, à Bruxelles, l'inquiétude était grande de voir Bruxelles, après Athènes, après Rome, tomber entre les mains des banquiers, déguisés sous le vocable de technocrates.

A. M.

## SELON UN PROCHE DU DÉFUNT PRÉSIDENT GABONAIS

# Bongo a financé la campagne Sarkozy

**Un proche d'Omar Bongo affirme que le défunt président gabonais a «contribué au financement de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy», dans un ouvrage sur Le scandale des biens mal acquis des chefs d'Etat africains en France, à paraître jeudi. Interrogée hier par l'AFP, la présidente française se refuse pour le moment à tout commentaire.**

L'accusation émane de Mike Jocktane, conseiller personnel d'Omar Bongo depuis 2005 promu directeur adjoint de son cabinet en janvier 2009, avant de rejoindre l'opposition à Ali Bongo, qui succède à son père en août de la même année. «Omar Bongo a contribué au financement de la campagne présidentielle de 2007 du candidat Nicolas Sarkozy», affirme-t-il aux journalistes Xavier Harel et Thomas Hofnung, auteurs du livre *Le scandale des biens mal acquis* (Editions La Découverte) dans un entretien réalisé en septembre. Il confirme les révélations de l'avocat franco-libanais et

conseiller de l'ombre de présidents français pour l'Afrique Robert Bourgi, qui a affirmé en septembre avoir remis «20 millions de dollars» à l'ex-président Jacques Chirac (1995-2007) et à son Premier ministre Dominique de Villepin.

Mais il va plus loin que l'avocat selon lequel «ni Omar Bongo ni aucun autre chef d'Etat africain» n'ont remis d'argent à Nicolas Sarkozy par son «intermédiaire».

«Contrairement à ce que prétend Robert Bourgi (...), les mallettes ont continué de circuler avant et après l'élection de Nicolas Sarkozy», assure Mike Jocktane. Michel de Bonnacorse,

ancien conseiller pour l'Afrique de Jacques Chirac, avait déjà accusé Robert Bourgi d'avoir remis des fonds occultes à Dominique de Villepin ainsi qu'à Nicolas Sarkozy, rivaux à droite pour la présidentielle de 2007.

Quand Bourgi choisit au printemps 2006 de rejoindre Nicolas Sarkozy, il n'apporte «plus qu'une (mallette), plus grosse, qu'il dépose aux pieds» du futur président, affirme M. de Bonnacorse dans le livre de Pierre Péan *La République des mallettes*.

Toutes ces déclarations justifient l'ouverture d'une enquête «et la désignation d'un juge d'instruction sans délais», a réagi hier M<sup>e</sup> William Bourdon, avocat de l'association anticorruption Transparency International.

L'enquête lancée après les accusations de Robert Bourgi vient d'être classée sans suite, faute d'éléments pour prouver des faits par ailleurs pres-

crits. Ses déclarations avaient rompu le silence traditionnel entourant la Françafrique, réseau opaque d'influences hérité de l'époque coloniale, avec laquelle Nicolas Sarkozy avait promis de rompre. Mike Jocktane, comme avant lui plusieurs hommes politiques africains et experts de la région, décrit un système bien rodé.

«Le président défunt Omar Bongo était très généreux avec les dirigeants français. (...) Une part importante de ces dons a fini dans les poches des bénéficiaires.» «Les remises de mallettes effectuées dans le bureau du président étaient filmées par des caméras cachées. Tout était enregistré sur vidéo», ce qui, affirme-t-il, constitue «l'un des moyens de pression de Libreville sur Paris». C'est cette relation complexe d'interdépendance qui aurait conduit la France à saluer hâtivement l'élection d'Ali Bongo alors même que

la Cour constitutionnelle du pays n'avait pas encore rejeté un recours de l'opposition sur des fraudes massives, selon des opposants gabonais et des experts.

Dans un documentaire diffusé en décembre 2010 sur France 2, Michel de Bonnacorse déclarait que les premiers résultats donnaient Ali Bongo battu par son adversaire André Mba Obame à 42% contre 37%.

Robert Bourgi aurait aussi initialement reconnu la défaite du fils Bongo.

«Le petit a perdu, le petit a perdu!», aurait-il lancé pris de panique à des proches de Nicolas Sarkozy au soir du vote, selon un témoin de la scène à Paris, cité dans *Le scandale des biens mal acquis*. Pour Mike Jocktane, «l'empressement avec lequel la France a reconnu l'élection frauduleuse d'Omar Bongo en 2009 s'explique par les mallettes distribuées».